

Sahara occidental : ne pas ignorer les sahraouis

En attendant la résolution du conflit, des mesures humanitaires sont nécessaires pour promouvoir la confiance de la population sahraouie et amplifier le dialogue entre les deux parties.

Charles Dunbar

Le 10 février 2010, le ministre marocain des Affaires étrangères, Taieb Fassi Fihri, et le président du Parlement de la République sahraouie, Mahfoud Ali Beiba, du Front Polisario, se sont réunis à Armonk, dans la banlieue de New York, pour un autre round de négociations sur l'avenir du Sahara occidental. L'ancien ambassadeur des Etats-Unis, Christopher Ross, envoyé personnel du secrétaire général de l'ONU pour le Sahara occidental, Ban Ki-moon, a déclaré aux journalistes – je cite ses propres termes – que « les deux parties m'ont dit qu'elles étaient disposées à se rendre à ce round avec une attitude productive et sérieuse, et j'espère qu'elles le feront ». Il était prévu que les conversations durent deux jours.

L'ambassadeur Ross a bien fait d'être prudent dans ses déclarations. Selon qui parle, le Sahara occidental peut être décrit comme « la dernière colonie d'Afrique » ou « les provinces méridionales du Maroc » ; son devenir est à l'origine de disputes entre le gouvernement marocain et le Front Polisario depuis 1975, date à laquelle les forces armées marocaines ont occupé le Sahara espagnol après que l'Espagne eut donné son consentement au Maroc et à la Mauritanie pour se partager la colonie. Vinrent ensuite 15 ans de guerre chaude et froide, au cours desquels la Mauritanie fut rapidement vaincue, et le Maroc domina peu à peu la résistance militaire persistante du Front Polisario, puis consolida son occupation au sein de la plus grande partie de l'ancienne colonie. Pour sa part, le Polisario, jouissant du soutien absolu de l'Algérie, proclama la création de la République démocratique arabe sahraouie et organisa un gouvernement en exil pour les dizaines de milliers de réfugiés qui avaient fui l'invasion marocaine vers la région de Tindouf, à l'ouest de l'Algérie. En tout, 83 gouvernements, la plupart d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, ont à un moment ou un autre, reconnu la République sahraouie. A ce jour, seuls 50 d'entre eux possèdent des relations diplomatiques permanentes avec le gouvernement sahraoui en exil, mais la République Sahraouie a conservé depuis 1984, sa condition de membre de l'Organisation de l'Union africaine (aujourd'hui Union africaine).

En 1991, après 10 ans de négociations, le Maroc et le Polisario ont finalement donné leur consentement à la mise en marche de la Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO), qui a tenté en vain d'organiser le référendum. Entre 1997 et 2004, l'ancien secrétaire d'Etat des USA, James Baker, fut le premier des trois envoyés personnels du secrétaire général de l'ONU. Comme les accords alors négociés avec les deux parties ne parvenaient pas à mettre fin au point mort sur le référendum, il tenta sans succès de faire en sorte que celles-ci acceptent que le Sahara occidental devienne une région autonome au sein du Maroc et qu'un référendum soit organisé au bout de quelques années. Son successeur, le hollandais Peter van Walsum, présida quatre réunions non concluantes à Manhasset, près de New York avant de démissionner en 2008. L'ambassadeur Ross fut alors nommé pour lui succéder en janvier 2009.

Plusieurs raisons étayent la conviction généralisée que le problème du Sahara occidental restera l'un des conflits non résolus les plus durables au monde. Après être visiblement parvenu à la conclusion qu'il n'était pas certain qu'il puisse remporter le référendum, le gouvernement marocain semble décidé à ne rien offrir d'autre au Sahara occidental qu'une proposition d'autonomie permanente, qui serait négociée dans le cadre d'un plan visant à une plus grande décentralisation de l'ensemble du Maroc. Faute d'une option militaire crédible et croyant qu'il pourrait gagner un référendum organisé de manière transparente, le Polisario préfère la situation actuelle plutôt que d'envisager la possibilité de renoncer à l'indépendance. Pour sa part, le gouvernement algérien, tout en insistant auprès des parties concernées qu'il ne laissera pas le Polisario déstabiliser cette impasse, n'est pas disposé à permettre que le Maroc remporte la victoire, après 34 ans de lutte pour obtenir le contrôle légal du Sahara.

Entre autres parties intéressées, les USA et l'Espagne se sont unis à la France pour soutenir le plan d'autonomie du Maroc qu'ils considèrent comme un pas en avant, tout en ignorant la contreproposition du Polisario défendant la solution de l'autonomie suivie d'un dé-

Charles Dunbar, ancien ambassadeur des USA, professeur à Boston University. En 1998, il fut représentant spécial de l'ONU pour le Sahara occidental.



Taieb Fassi Fihri, ministre des Affaires étrangères marocain, reçoit António Guterres, Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés. Rabat, septembre 2009. / ABDELHAK SENNA/AFP/GETTY IMAGES

cret d'autodétermination. La faible disposition de l'administration américaine à insister pour résoudre le problème est due à l'intérêt primordial de maintenir et de développer la coopération avec l'Algérie, ainsi qu'avec le Maroc, la Tunisie et la Mauritanie (dans la lutte contre Al Qaida au Maghreb islamique).

Finalement, le problème du Sahara occidental est difficile à aborder, précisément parce qu'il s'agit d'une impasse dont le coût en pertes humaines est presque négligeable par rapport à celui des conflits du Congo et du Soudan, où l'ONU intervient également. La situation précaire des réfugiés sahraouis et la répression souvent très dure à laquelle doivent faire face ceux qui vivent dans le Sahara occidental attirent une fois par an l'attention du Conseil de sécurité, lorsque la résolution qui accepte la recommandation du secrétaire général de prolonger un an de plus le mandat de la MINURSO est adoptée, apparemment sans discussion. Devant le volume croissant d'affaires plus urgentes à résoudre, le Conseil de sécurité choisit de manière routinière le chemin de la moindre résistance au Sahara occidental.

Compte tenu de ce qui précède, la communauté internationale doit admettre deux faits. Le premier est qu'à moins que le Maroc ne subisse une crise comme celle ayant conduit l'Indonésie à permettre le référendum de 1998 sur l'indépendance du Timor Oriental, le gouvernement ne renoncera jamais à son contrôle sur le Sahara occidental. Le *think tank* International Crisis Group (ICG), siégré à Bruxelles, a proposé que dans le cadre d'une entente incluant la reconnaissance, par la communauté internationale, de la souveraineté du Maroc sur le Sahara occidental, le Maroc passe des accords avec l'Algérie et le Polisario. Vis-à-vis de l'Algérie, le gouvernement marocain devrait garan-

tir aux algériens qu'il respectera le principe d'inviolabilité des frontières coloniales et qu'il n'aura aucune autre ambition territoriale. Il pourrait étayer ce discours par des faits, en passant un accord définitif avec Alger sur la frontière Maroc-Algérie et en rejetant la vision nationaliste marocaine d'un Etat incluant une grande partie de la Mauritanie et de l'ouest de l'Algérie. Pour que l'Algérie abandonne ses exigences d'indépendance du Sahara occidental et mitige son ralliement à la cause du Polisario, un stimulus supplémentaire pourrait être que Rabat offre au Polisario non seulement une autonomie significative, mais encore la condition de parti politique, avec un programme ouvertement nationaliste, comme celui du Parti national écossais au Royaume-Uni.

Il est probable que l'ICG soit dans le vrai quand il affirme que seul un changement de paradigme comme celui qu'il a proposé pourrait mettre fin à l'impasse du Sahara occidental. La profonde hostilité et méfiance entre les parties en conflit et le très faible coût du *statu quo* pour la communauté internationale rendent peu probable l'apparition d'un tel changement, tout au moins dans un futur proche. Ce qui est certain, c'est que la communauté internationale devrait

cesser d'insister autant sur les affaires de haute politique pour s'occuper davantage des soucis plus terre à terre des sahraouis qui vivent dans des camps de réfugiés et sur « le Territoire », nom sous lequel l'ONU désigne le Sahara occidental. Pour les quelques 100 000 sahraouis des camps (le chiffre est contesté), le climat est très rude, au risque de mettre leur vie en danger, comme ce fut le cas pendant les inondations de 2006. La couverture des besoins humains élémentaires en termes d'aliments et d'hébergement est discutable et la perspective de jouir d'une vie épanouie est infime. Pour ceux qui vivent dans le Sahara occidental, la répression politique est une réalité quotidienne et l'économie pratiquée par la population des colons marocains, orientés vers la « mère patrie », refuse aux sahraouis, exception faite de quelques chefs d'entreprise montrant leur sympathie vis-à-vis du gouvernement marocain, toute opportunité de profiter des considérables investissements réalisés par ce dernier au sein du Territoire.

Il y a longtemps que, tout au moins, les agents externes reconnaissent le besoin humanitaire et la convenance politique d'en faire davantage pour les sahraouis. Au moins depuis 1998, la MINURSO et le Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCNUR) ont proposé au gouvernement marocain l'autorisation de mesures de confiance, sous forme de visites dans les camps de réfugiés de la part des sahraouis vivant sur le Territoire et vice versa. Ultérieurement, le HCNUR proposa la mise en place d'un service téléphonique entre les camps et le Territoire.

Les deux parties se méfiaient et se méfient toujours de ces contacts qui pourraient être exploités à des fins politiques par leurs adversaires, mais déjà en 2004, le HCNUR avait obtenu un certain succès dans la négociation, avec les parties concernées, d'un programme de mesures en

quatre points, destiné à favoriser la confiance. Cette année, plusieurs visites de cinq jours organisées par le HCNUR, avec le soutien logistique de la MINURSO, ont été réalisées dans les camps et sur le Territoire. Fin 2009, quelques 8 000 visiteurs avaient bénéficié du programme, et fin 2008, plus de 27 000 (bien plus que ceux que le HCNUR peut accueillir à court terme) avaient inclus leurs noms sur une liste d'attente en vue d'y participer. Des centres téléphoniques ont été créés dans les camps, afin que les réfugiés puissent établir des communications gratuites avec le Territoire. Ce service est aujourd'hui devenu obsolète, tout au moins en partie, en raison de la disponibilité de plus en plus grande de services de téléphonie mobile. Fin 2009, les deux autres propositions du HCNUR – organiser des séminaires où les sahraouis des camps et ceux du Territoire pourraient débattre d'affaires non politiques et la création d'un service postal entre les deux zones – ne sont toujours pas devenues une réalité. Une initiative de beaucoup plus grande envergure, consistant à créer des routes terrestres pour les visiteurs, a été annoncée par le Haut-commissariat de l'ONU pour les réfugiés, António Guterres, lors de sa visite aux camps en septembre 2009.

Le HCNUR et l'ONU ont retenu deux leçons de leur expérience avec ces mesures de confiance. La première est que peu de sahraouis ont choisi d'exercer leur droit à rester sur les camps ou le Territoire, après leur séjour de cinq jours. Cela pourrait sembler surprenant dans le cas des réfugiés qui renoncent à leur isolement pour visiter Laâyoune, la bouillonnante capitale de taille moyenne du Sahara occidental, ou les trois autres villes du Territoire. Tout semble indiquer que l'idée de la nation sahraouie reste très présente sur les camps, et il se pourrait que la nature répressive et les tactiques des services de sécurité marocains fassent du Territoire un endroit moins attrayant que ce qui pourrait sembler aux observateurs externes. Un exemple démonstratif est la grève de la faim de l'activiste sahraouie des droits de l'homme, Aminatou Haidar, commencée en décembre 2009. Haidar, qui s'était rendue aux USA pour recevoir un prix d'Amnesty International, initia sa protestation lorsque le gouvernement marocain refusa de la laisser retourner au Sahara occidental. Les autorités marocaines ont fini par céder à la pression des différentes autorités mondiales, dont la secrétaire d'Etat américaine, Hillary Clinton, mais dès son retour, elles ont ordonné l'assignation à domicile d'Haidar.

En second lieu, HCNUR a appris quelles sont les limites de son programme de mesures de confiance. Sur les 65 points mentionnés dans un plan d'action négocié il y a quelques années par la Commission avec les gouvernements marocain, algérien et le Polisario, seules les visites familiales et la connexion téléphonique sont devenues une réalité. La négociation de l'accès terrestre pour réaliser des visites sera probablement difficile, dans la mesure où cela supposerait de traverser la frange séparant la partie marocaine du Territoire de celle contrôlée par le Polisario. HCNUR a également découvert que la bonne volonté qui se dégage des visites familiales ne s'est pas traduite par une

meilleure confiance en matière politique. A court et moyen terme, aucun progrès n'est attendu dans ce domaine.

Quelques propositions humanitaires

Ces limites ne devraient pas empêcher le HCNUR, soutenu par l'ONU et la communauté internationale, de poursuivre les mesures de confiance. Si elles pouvaient être négociées, les visites par voie terrestre changeraient au moins l'importance du programme de visites et pourraient conduire, en dernière instance, à un élargissement du dialogue de part et d'autre de la frange. Il conviendrait également d'étudier une augmentation de la fréquence des visites au-delà d'une par semaine, tout au moins jusqu'à ce que la liste d'attente des personnes ayant demandé à faire le voyage diminue.

Allant bien au-delà, quoique toujours dans le sens de la tâche réalisée par le HCNUR, la communauté internationale devrait augmenter le nombre de bourses d'enseignement supérieur offertes aux sahraouis, ceux du Territoire mais surtout ceux vivant dans les camps de réfugiés. Le Polisario a fait un grand travail et est parvenu à augmenter considérablement le taux d'alphabétisation dans les camps ; les bourses d'étude pour les universités européennes, américaines et autres élargiraient les horizons des jeunes réfugiés et permettraient aux sahraouis du Territoire d'être plus compétitifs pour obtenir du travail, que ce soit dans le Territoire ou au Maroc. Compte tenu des besoins et des aptitudes linguistiques des sahraouis, l'Espagne, les pays arabes, francophones et latino-américains seraient tout particulièrement appropriés.

Finalement, et d'un point de vue davantage politique, les gouvernements jouissant de relations privilégiées avec le Maroc devraient encourager Rabat à développer une stratégie d'administration du Territoire reposant moins sur la répression et offrant davantage d'opportunités aux sahraouis, afin qu'ils vivent et travaillent sur un pied d'égalité avec les colons marocains. En 2003, un fameux déserteur du Polisario, qui avait occupé de hautes fonctions au sein du ministère de l'Intérieur marocain, faisait part à l'auteur de ces lignes de sa frustration, devant son incapacité à convaincre ses supérieurs que les sahraouis devaient avoir la sécurité de pouvoir disposer, au sein du Territoire, d'un travail, d'un logement et de services sociaux. Une façon d'y parvenir serait de mettre fin à la discrimination contre les sahraouis candidats à des postes de travail.

Les mesures ici décrites pour améliorer le destin des sahraouis sont, bien entendu, humanitaires, et considérées de façon séparée, il est peu probable qu'elles changent les dynamiques politiques qui se cachent derrière le problème du Sahara occidental, que l'ICG a l'espoir de résoudre. Mais dans leur ensemble, avec le ferme soutien de la communauté internationale, ce sont des mesures qu'il vaudrait la peine de tester et qui pourraient produire des changements positifs dans la mentalité des sahraouis qui, avec le temps, se traduiraient en bénéfices politiques. Pour cette raison, elles mériteraient d'être tentées. ■